

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1892-1893.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS D'AVRIL.

FEUILLETON AU 10 MAI 1893.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 7691. | Par pétition de Goyer, le 16 mars 1893,
Des conseillers communaux de Goyer demandent la transformation d'une chaussée empierrée en route pavée.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i> |
| 2. | 7692. | Par pétition datée de Belcele, le 21 mars 1893,
Des conseillers communaux de Belcele demandent la création d'un tribunal de première instance à Saint-Nicolas, ayant pour juridiction les cantons de Saint-Nicolas, Lokeren, Tamise, Beveren et Saint-Gilles.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 3. | 7693. | Par pétition datée de Gilly, le 29 mars 1893,
Le sieur Lignian, à Gilly, demande que son fils, Joseph Lignian, renvoyé en congé militaire du chef d'infirmité, obtienne une pension.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i> |

Numéros du feuilleton.	Numeros du registre des pétitions.
------------------------------	--

4.	7695.	Par pétition datée de Thildonck, le 28 février 1893,
	7709.	Le receveur communal de Thildonck prie la
	7756.	Chambre d'étendre aux receveurs communaux les

principes dont les secrétaires communaux sollicitent l'adoption, en tenant compte des réductions de tarif signalées dans un tableau annexé à sa pétition.

Même pétition des receveurs communaux de Heyndonck, Gomzé-Andoumont, Baesrode, Embourg, Gorsop-Lceuw, Saint-Severin, Wambeek, Bassily et Jette-Saint-Pierre.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

5.	7698.	Par pétition datée de Bruxelles, le 29 janvier 1893,
		Des commis-greffiers de justices de paix proposent
		des mesures tendant à améliorer leur position.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

6.	7700.	Par pétition datée d'Engies, le 7 avril 1893,
		La dame Legat, à Eugies, demande qu'en raison de
		la mort inopinée et accidentelle de son mari, son fils
		soit renvoyé dans ses foyers.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

7.	7701.	Par pétition datée de Neufchâteau, le 7 avril 1893,
		Le sieur Laurent, à Neufchâteau, prie la Chambre
		de voter une loi ordonnant que les honoraires des
		notaires perçus antérieurement au tarif qui vient d'être
		arrêté seront restitués pour la partie qui excède les chif-
		fres fixés par le dit tarif.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

8.	7705.	Par pétition datée de Baillamont, le 9 avril 1893,
		Des conseillers communaux de Baillamont se plai-
		gnent que l'élection d'un secrétaire communal ait eu
		lieu dans cette localité sur papier libre et sans que la
		liste des candidats ait été affichée.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 9. | 7717. | <p>Par pétition datée de Ledeberg, le 13 avril 1893,
La veuve Ladens, à Ledeberg, demande que la pension dont jouissait son mari, en qualité de capitaine retraité, soit réversible sur elle.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 10. | 7724. | <p>Par pétition datée d'Enghien, le 17 avril 1893,
Le sieur Devos, à Enghien, réclame l'intervention de la Chambre afin que le bureau de bienfaisance de Marcq lez-Enghien continue d'accorder au sieur Desaegher un subside mensuel de vingt-cinq francs.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 11. | 7723. | <p>Par pétition datée de Ledeberg lez-Gand,
Des habitants de Ledeberg lez-Gand demandent que l'arrêté royal du 16 septembre 1891, relatif à la taxe d'éclairage, soit révisé.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 12. | 7727. | <p>Par pétition datée de Bruges, le 17 avril 1893,
Le président et le secrétaire du « Onthoudersbond », de Bruges, prient la Chambre d'exclure du corps électoral les citoyens — cabaretiers et particuliers — qui ont subi trois condamnations pour avoir contrevenu à la loi sur l'ivresse publique. Ils demandent, en outre, que la dite loi reçoive une application stricte et sévère.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 13. | 7729. | <p>Par pétition datée d'Arlon, le 18 avril 1893,
Des employés du secrétariat communal d'Arlon demandent à être affiliés à la caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 14. | 7730. | <p>Par pétition datée de Kessel-Loo, le 19 avril 1893,
Le sieur Durdu, à Kessel-Loo, réclame l'intervention de la Chambre afin d'obtenir la restitution d'un impôt.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
15.	7732.

Par pétition datée de Chassepierre, le 12 avril 1893,
Le conseil communal de Chassepierre prie la Chambre de voter une loi ordonnant la construction d'une voie de raccordement, par Chassepierre, Sainte-Cécile et Muno, de la ligne de Bertrix à Florenville vers la frontière française à Messempré.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

16.	7755.
-----	-------

Par pétition datée de Schaerbeek, le 20 avril 1893,
Le sieur Maes, à Schaerbeek, propose une modification à la loi du 8 mai 1848 relative à la garde civique.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

17.	7738.
-----	-------

Par pétition datée de Deux-Acren, le 23 avril 1893,
Le sieur Demecheleer, à Deux-Acren, prie la Chambre de modifier la loi du 16 mai 1876 relative aux pensions du personnel du corps enseignant.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

18.	7781.
-----	-------

Par pétition sans date,
Des habitants du bassin du « Bocq » réclament la prompte revision de la législation relative à la captation des sources.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

